Dans une lettre adressée au Président de la République, les principales organisations représentatives du lobby agro-alimentaires bretons\* appellent à libérer la compétitivité de l’agriculture française. Cette lettre fait écho à celle publiée, ces derniers jours, par le MEDEF. La cible commune à ces deux textes est manifestement le poids des règlementations sociales, environnementales et climatiques. ***L'idéologie libérale est en ordre de bataille pour le jour d'après*.**

Certes, « la nécessité de l’autonomie alimentaire s’impose comme une évidence ». C’est un objectif que nous partageons ! Sauf que notre modèle agricole français est archi dépendant des multinationales qui maîtrisent le marché des semences, des engrais, des produits phytosanitaires et pharmaceutiques et celui, gigantesque, des aliments du bétail. Or, c’est bien la logique libérale d’une agriculture compétitive, productive et efficace qui a construit cette dépendance économique de nos filières. C’est aussi ce système qui broie et asservit des agriculteurs en souffrance. ***Il est mensonger d’accuser « les contraintes et la règlementation ».*** En fait, celles-ci n’existent que parce que les responsables politiques et agricoles se sont cramponnés à leurs certitudes du passé. Il leur a simplement manqué cette vision d’une agriculture en phase avec les enjeux vitaux de notre monde actuel.

***Si l’autonomie alimentaire vaut pour la France, elle vaut tout autant pour tous les autres pays de la planète.*** Dans cet esprit, la reconquête du marché intérieur est effectivement un principe fondamental. Et par conséquent, il nous oblige à reconsidérer nos exportations aux seuls besoins des populations étrangères qui ne peuvent accéder immédiatement à l'autosuffisance. Pour cela, la production de biens alimentaires doit sortir des accords de libre-échange et de la logique des marchés. Ensuite, les politiques agricoles doivent prioritairement favoriser les paysans de chaque région du monde à produire l'alimentation de leurs concitoyens. Si la souveraineté alimentaire signifie la capacité à produire notre alimentation, elle suppose donc l'interruption rapide des importations de maïs ou de soja venus d'Amérique du Sud. Nous savons bien que notre modèle agricole est, pour partie, responsable de la déforestation, de la perte de biodiversité et du dérèglement climatique. Or la crise sanitaire que nous subissons tous, aujourd'hui, est la conséquence avérée de ces atteintes à la nature.

En venant sur une "ferme industrielle" qui produit de la tomate sous serres en Bretagne, le président de la République a posé un geste fort en faveur d'une agriculture industrielle, artificielle, dépendante des firmes semencières et vorace en énergie. En visitant une grande surface il soutient une grande distribution qui extorque sans vergogne les marges des producteurs et qui, tout à coup, se met à encenser ses valeureux employés. A elle seule, la FNSEA a eu l'insigne honneur de représenter "la profession agricole". ***Ce message vient tourner radicalement le dos à un tournant social et environnemental de notre alimentation.*** En ces temps de crise, pourtant, les paysans et les paysannes croient fermement à la qualité des aliments qu'ils produisent ici, ils veulent continuer à respecter la nature qui les entoure, ils se préoccupent sans relâche de qualité de l'eau et de l'air, ils avancent déterminés dans la lutte contre le changement climatique. Ils redoublent d'efforts ces jours ci pour tenir les marchés aux quatre coins de nos territoires. Ils s'organisent pour fournir les AMAP et les plateformes de distribution de leurs produits qui sont plébiscités. Et tous ces petits épiciers, bouchers, charcutiers, boulangers qui travaillent main dans la main. Ne méritent-ils pas encouragement et reconnaissance ?

***« Plus que nourrir » l'appétit et l'avidité d'une caste de privilégiés, l'agriculture de demain sera faite de paysans nombreux et permettra à chaque citoyen d'accéder à une alimentation de qualité.*** Le seul espoir de répondre à cette crise sanitaire est de retrouver l’équilibre entre l’homme et la nature. Il en va simplement de volonté politique. C’est une urgence, Monsieur le Président !

Jean Marc THOMAS
Porte Parole de la Confédération Paysanne Bretagne

\* : Produit en Bretagne, ABEA (Association Bretonne des Entreprises Agroalimentaires), UGPVB (Union des groupements de Viande en bretagne), Interbev Bretagne (Interprofession Bétail et Viande), Agriculteurs de Bretagne